



## **Compte rendu du Conseil de gestion numéro 10 du 13/06/2022**

Réunion organisée en présentiel dans les locaux de l'établissement.

### **Liste des présents:**

#### **Membres avec voix délibérative:**

- M. François ALLAIN, personne qualifiée, Président,
- Mme Marija RADIC, parent élue, Vice-présidente
- Mme Muriel BERGEON-COURTOIS, parent élue
- M. Roland JANKOVIC, parent élu,
- M. Nathanaël TILLY, parent élu,
- Mme Julie HEAM, parent élue, secrétaire

#### **Membres avec voix consultative:**

- Mme Christine CHOURRE, Proviseure de l'Ecole Française de Belgrade,
- M. Milan MARTINOVIC, Directeur exécutif,
- Mme Murielle DUCROO, Directrice de l'École Française de Belgrade,
- M. Mehmet MEYDAN, Consul de l'Ambassade de France en Serbie,
- M. Stanislas PIERRET, Conseiller de Coopération et d'Action Culturelle,

### **Excusés:**

- Mme Leila SEGHER, Vice-Trésorière, pas de procuration donnée
- M. Kevin BOJIC, représentant des personnels, membre élu, donne procuration à M. TILLY
- M. Olivier BRESSARD, parent élu, Trésorier, donne procuration à M. ALLAIN



- M. Paul Henry PRESSET, parent élu, donne procuration à Mme BERGEON-COURTOIS

17h33 début de réunion.

**Voix exprimables en début de session : 7 puis 9 à partir de 17h45 (arrivée de M. Jankovic et procuration reçue de M. Presset)**

Le président du CG présente ensuite l'ordre du jour au CG pour validation.

#### **I. Vote du PV numéro 9**

Les membres du CG sont invités à voter le PV du CG n°9 du 25 mai 2022.

#### **Décision du comité de gestion:**

**Votants : 7**

**Pour : 7**

**Contre : 0**

**Abstention : 0**

**Décision : Le conseil de Gestion valide le procès verbal numéro 9.**

#### **II. Annulation d'une décision du CG dans le PV du 9/11/2016**

Contexte : en 2016, le conseil de gestion a voté sans base légale, au bénéfice du personnel, l'octroi de 7 jours d'absence rémunérées à 100% pour palier d'éventuelles journées de carence en cas de problème de santé.

Il est à noter que le personnel de l'EFB bénéficie de 85 jours de congés en plus de ces 7 jours ouvrés, qui ont régulièrement été pris pour convenance personnelle sans motif impératif.





La direction propose au conseil de gestion de se positionner pour annuler ces 7 jours supplémentaires, étant entendu que cela ne remet pas en cause la possibilité de prendre en compte des cas et demandes exceptionnelles, dans le cadre d'un dialogue échange avec la direction, qui reste à l'écoute des problématiques rencontrée par le personnel.

**Question : êtes-vous pour l'annulation de la décision octroyant 7 jours ouvrés de congés supplémentaires, payés à 100%, disposition prise lors du CG du 9 novembre 2016 ?**

**Décision du comité de gestion:**

**Votants : 9**

**Pour : 7**

**Contre : 1**

**Abstention : 1**

**Décision : La décision prise le 9 novembre 2016 est annulée.**

**III. Caisse de solidarité**

Trois demandes ont été reçues par la caisse de solidarité. Cette dernière qui n'a pas eu le temps de se réunir, propose d'étudier les demandes présentées, tout en respectant l'anonymisation des dossiers.

**Dossier numéro 1** : Il s'agit d'une demande d'aide pour un montant global de 5 500€. Il est proposé que la moitié de la somme soit réglée avec une remise gracieuse de 20%. Il est précisé que tous les documents demandés ont été fournis lors de la demande.

**Décision du comité de gestion:**

**Votants : 9**

**Pour : 9**

**Contre : 0**

**Abstention : 0**



**Décision : La proposition sera envoyée à la famille concernée.**

**Dossier numéro 2** : Il s'agit d'une famille qui souhaite être aidée pour un montant à hauteur de 7057€. La famille n'a jamais rencontré de problème, les enfants sont présents depuis plusieurs années à l'école (primaire et collège). En l'absence de l'ensemble des documents qui permettraient l'étude de ce dossier, le CG souhaite un report de décision. Le vote est remis au prochain CG, sous réserve de la réception des informations complémentaires attendues.

**Dossier numéro 3** : Il s'agit d'une demande d'accompagnement d'une famille à hauteur de 7 500 €. Une aide de l'AEFE a déjà été mise en place. Après étude du dossier les membres du conseil de gestion proposent le rejet de la demande d'aide de la caisse de solidarité.

**Décision du comité de gestion:**

**Votants : 9**

**Pour : 7**

**Contre : 0**

**Abstention : 2**

**Décision : La demande d'aide est rejetée par le conseil de gestion.**

**IV. Demande des ASEM reçue par le CG**

Le 1<sup>er</sup> juin 2022, Mme Chourré a transmis au CG une demande reçue par elle le 30 mai 2022 de la part des ASEM, demande pour laquelle elle n'a pas la compétence pour répondre. La demande est retranscrite ci-dessus en italique dans son intégralité :

*« Belgrade le 30 mai 2022,*

*Madame Chourré, Monsieur Martinovic,*





*Nous sommes employées au poste d'asem au sein de l'école française de Belgrade depuis de nombreuses années. Nous sommes quotidiennement en contact direct avec les plus jeunes élèves que nous accueillons, accompagnons sur le temps de classe, surveillons lors des récréations, faisons déjeuner et avons en charge lors de la garderie. Nous collaborons étroitement avec l'équipe enseignante et sommes toujours à la disposition des parents. La valeur de notre travail est reconnue par notre hiérarchie, nous avons des retours très positifs de la part de la communauté éducative et notamment de la part des parents qui nous font confiance. Notre investissement et notre travail impactent sur la bonne réputation de notre établissement.*

*Nous profitons donc de la signature des nouveaux contrats pour demander à ce qu'une revalorisation de nos salaires soit étudiée. Nous avons conscience qu'il n'existe pas à l'heure actuelle de catégorie intermédiaire entre celle à laquelle nous appartenons (la catégorie E) et la catégorie supérieure à laquelle appartient l'adjoint au CPE. Mais une hiérarchisation des postes dans une même catégorie pourrait être envisagée. Cette hiérarchisation se traduirait par la création de fourchettes salariales basées sur deux critères : le type de poste occupé et l'ancienneté dans une même catégorie. Nous vous donnons un exemple simple : un agent qui n'a pas en charge les élèves peut-il percevoir un salaire au-dessus du notre dans un établissement scolaire ? Peut-on comparer le travail du jardinier avec celui d'une asem qui co-éduque des élèves ? Nous sommes un des piliers de l'école maternelle or, nos salaires sont inférieurs à ceux des agents.*

*Nous vous remercions d'avance du temps que vous allez consacrer à l'étude de notre présente demande, et vous prions d'agréer, Madame Chourré, Monsieur Martinovic, l'expressions de nos respectueuses salutations.*

**Les ASSEM »**

Une discussion a lieu autour de cette demande qui intervient après la décision du CG d'augmenter l'ensemble du personnel à hauteur de 10%. Mme Ducroo précise qu'elles font un travail remarquable. Une prime au mérite pourrait être envisagée, mais un tel dispositif nécessite la mise en place de critères clairement énoncés.

Une commission « ressources humaines » pourrait être créée si la grille des salaires devait évoluer dans le sens d'une différenciation sur la base des résultats obtenus.

Dans l'attente les membres du conseil de gestion sont invités à se positionner sur cette demande.

Question : Compte tenu de l'augmentation récente des salaires, qui représente un effort conséquent en faveur des personnels, êtes-vous pour le rejet de la demande des ASEM reçue le 30 mai 2022 ?



**Décision du comité de gestion:**

**Votants : 9**

**Pour : 7**

**Contre : 1**

**Abstention : 1**

**Décision : La demande est rejetée.**

Mme Chourré profite de cette section pour faire un point sur le recrutement en vue de la rentrée scolaire prochaine, recrutement qui consacre l'arrivée d'enseignants et d'un CPE, titulaires de l'Education Nationale. A la lumière de l'expérience de cette année, il restera à les convaincre de rester dans l'établissement à la fin de leur première année.

**V. Arrêt de la navette à la rentrée de septembre**

A l'origine gratuite, la navette entre le site de Kablarska et la maternelle est aujourd'hui utilisée par 7 enfants le matin, dont 4 enfants d'employés. Elle est actuellement facturée 100 RSD par enfant. A l'origine, il y avait 20 places, aujourd'hui 10. Le coût actuel pour l'école est de 40€ par jour, ce qui correspond à 8 000€ par an. Une perte pour l'école de 6 000€ est enregistrée.

Il est proposé aux membres du conseil de gestion de voter pour l'arrêt de la navette à compter de la rentrée de septembre, étant entendu qu'un aménagement des horaires aura lieu, avec une ouverture à partir de 7h30 de la maternelle, pour permettre aux parents et aux personnels de s'organiser.

**Question : êtes-vous pour l'arrêt de la navette à compter de la rentrée de septembre 2022 ?**

**Décision du comité de gestion:**

**Votants : 9**

**Pour : 7**





ÉTABLISSEMENT  
CONVENTIONNÉ



**aefe**

Agence pour  
l'enseignement français  
à l'étranger

**Contre : 0**

**Abstention : 2**

**Décision : Le service de navette sera arrêté à compter de la rentrée de septembre 2022.**

## **VI. Questions diverses**

Les membres du conseil de gestion évoquent les différents événements mis en place pour féliciter les nouveaux bacheliers. Est évoquée la possibilité d'une remise de récompense, en fonction des résultats obtenus.

Une remarque est faite quant à l'organisation de la remise des photos, cette dernière ayant été un peu complexe.

**Fin de la réunion : 19h30**

François Allain,  
Président du CG

Julie HEAM,  
Vice-secrétaire du CG

1915



1915

1915

1915

1915

1915

1915

1915

1915

1915

1915

1915

1915

1915

1915

1915

1915

1915

1915

1915

1915

1915

1915